

parti est au pouvoir, ils se voient obligés de répudier ce qu'ils disaient; ils se voient obligés de suivre l'honorable premier ministre et de voter comme il leur commande.

On disait alors que toutes les terres du Nord-Ouest ne suffiraient pas pour construire le chemin de fer du Pacifique; et aujourd'hui la contrée est menacée de se voir couverte de chemins de fer.

Je demande à ces messieurs comment ils reçurent alors le projet de l'ancien gouvernement, et s'ils considèrent que leur conduite d'aujourd'hui est logique. Je leur demande s'ils vont encore obéir au premier ministre et plier les épaules sous le fouet comme ils l'ont si souvent fait depuis quatre ans.

Lorsque fut présenté le bill concernant le chemin de fer du Pacifique, ces messieurs disaient que ces terres ne valaient rien; mais aujourd'hui qu'ils sont au pouvoir, ils disent qu'ils ont assez de terres pour payer 90 pour cent du prix du chemin tout entier.

Je leur demande si la politique de l'honorable député de Kingston n'était pas la meilleure. Il se proposait de construire le chemin à l'aide de terres et d'une faible subvention en argent. C'était une politique large et digne d'un pays comme le nôtre. Le gouvernement n'était pas disposé à construire le chemin avec de l'argent, mais ses domaines étendus lui permettaient de le construire à l'aide de ses terres inoccupées.

Telle n'est pas la politique des honorables messieurs de la droite actuelle. Je me rappelle avoir entendu l'honorable premier ministre dire que c'était une mauvaise politique que de donner nos terres, que nous devrions les garder, et construire le chemin avec de l'argent, réservant nos terres pour être données aux colons en concessions gratuites.

Que fait le gouvernement aujourd'hui? Le dernier article de ce bill pourvoit à la vente de ces terres de façon à les jeter entre les mains des spéculateurs.

Lorsqu'il était au pouvoir, mon honorable ami, le très honorable député de Kingston, avait à compter avec une grande difficulté. Il n'avait pas d'argent pour construire le chemin, mais le gouvernement avait beaucoup de

terres. Il trouva une compagnie disposée à se charger de l'entreprise en considération d'une subvention en terres et en argent, ce dernier devant provenir de la vente des terres publiques à \$2.50 l'acre.

Mon honorable ami, le premier ministre, s'opposa à ce projet en déclarant qu'une telle politique était de nature à mettre fin à l'immigration, qu'aucun immigrant ne paierait cette somme pour ces terres. Néanmoins, le gouvernement propose aujourd'hui de faire ce que mon très honorable ami proposait alors, et ce à quoi l'Opposition s'opposait si vigoureusement.

L'honorable ministre de l'Intérieur a dit que les membres de l'Opposition pourraient objecter à la loi, qu'ils pourraient s'opposer à ce que ces chemins se rattachent à ceux des Etats-Unis.

C'est une étrange accusation à lancer contre le parti de l'Opposition. L'honorable ministre devrait lui-même se rappeler que le bill du chemin de fer du Pacifique, présenté par le très honorable député de Kingston, contenait une disposition relative à l'embranchement de Pembina qui devait être relié à un chemin américain, embranchement que le gouvernement construit en ce moment.

Ce dont se plaint le parti conservateur, c'est cette sollicitude du gouvernement à l'endroit des intérêts américains. Il se plaint de ce système mixte de chemins de fer et de lignes de navigation, qui auront pour résultat de faire passer aux Etats-Unis l'immigration et le commerce de notre pays, et il n'est pas bon que le trafic de ce pays passe par les Etats-Unis. C'est la seule objection que nous avons aux idées de l'honorable monsieur.

L'honorable député de Marquette désire que lorsqu'il ne se trouvera pas assez de terres le long de la route, les compagnies aient le droit d'en choisir ailleurs. Je redoute beaucoup cela. Je me rappelle le temps où l'honorable monsieur disait qu'il n'y avait pas dans le territoire du Nord-Ouest plus de 50,000 à 60,000 acres de terres propres à être données à la compagnie de chemin de fer. L'honorable député n'est-il pas un peu cruel en conseillant au gouvernement de choisir des terres en dehors de la région des chemins de fer qu'il veut faire construire, en dehors de la